

## Au nom du Pierre

Article rédigé par *Constance Prazel*, le 23 avril 2021

Il y a quelques jours, Emmanuel Macron, en visite à Montpellier, s'est fait tirer les oreilles par une habitante de ceux que l'on appelle pudiquement les « quartiers ». Qu'a donc déploré cette brave dame ? Le manque de « mixité » de son cadre de vie. « J'ai mon fils de huit ans qui m'a demandé si le prénom Pierre existait vraiment ou si ce n'est que dans les livres », a déploré celle qui répond au prénom de Naima Amadou.

Sa déclaration abrupte a fait le tour de la presse, comme étant un authentique cri d'alarme, la voix de la sincérité de l'honnête citoyenne qui ne demande pas mieux que de vivre en paix dans une société multiculturelle apaisée. La réalité est légèrement plus complexe.

Ainsi, Naima Amadou, et tant d'autres derrière elle, seraient en demande de mixité sociale. Vraiment ? Une telle remarque nous indique que nous ne sommes toujours pas sortis du mythe du melting-pot heureux, où les Pierre et les Jean pourraient donner gentiment la main aux petits Yacine et Moustafa pour le plaisir de voir sourire aux anges une Marianne délicieusement métissée.

Et pourquoi n'existe-t-elle pas, cette mixité sociale merveilleuse et fantasmée ? Tout simplement parce qu'elle n'est pas possible, et cela pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, l'afflux de populations immigrées a atteint de tels niveaux dans bien des endroits, qu'il n'y a *factuellement* plus de « mixité » possible. Pour qu'il y ait mixité, il faut qu'il y ait le respect de quelques proportions, et il y a belle lurette que les seuils d'une répartition harmonieuse entre les différentes communautés ont été dépassés.

Mais le problème ne s'arrête pas là. Pour qu'il y ait mixité, il faut aussi que la *cohabitation* soit possible, et que les populations concernées aient fondamentalement *envie* de cette mixité. La porte-parole de Montpellier ne se pose évidemment pas une seconde la question de son rôle dans cet état de fait ; elle préfère, bien Française en cela, rejeter la responsabilité sur le gouvernant. Emmanuel Macron, qu'avez-vous donc fait ? L'absence de mixité est assurément de votre faute : sous-entendu, parce que vous ne nous aidez pas assez, ou parce que vous entretenez les préjugés racistes qui empêchent le mélange des populations.

Les sous-jacents de la prise à partie de la Montpelliéraine sont évidemment profondément erronés. La responsabilité du gouvernant se situe à un autre niveau : celui d'avoir laissé les frontières ouvertes à tout vent, pour accueillir toujours plus de populations allogènes qui ne se sentent pas Français, qui ne pensent pas Français. Une réalité dure et incompressible.

Mais la responsabilité est partagée car ces habitants des quartiers, qui n'ont pas les « codes culturels », n'ont le plus souvent aucune envie de les avoir, sans compter que tout, dans le système public, social, culturel et éducatif, est fait pour les décourager dans cette tâche. Il serait intéressant de savoir comment Mme Amadou a prénommé ses enfants. Certainement pas Pierre, Paul ou Jacques. Il est facile d'incriminer le gouvernement, mais il est certain qu'elle, à son niveau, n'a pas fait grand-chose pour changer un état de fait qu'elle déplore. Nous voyons ici ressurgir la querelle des prénoms, qui avait fait tant de bruit quand Eric Zemmour avait osé rappeler que le choix d'un prénom français était l'un des plus puissants vecteurs d'intégration qui existait.

Il nous faut aller encore un peu plus loin : la mixité sociale tant attendue est enfin impossible car les « codes culturels » des populations desdits quartiers sont tout simplement *incompatibles* avec les nôtres. Quand une femme se voit refuser le droit porter une jupe, ou un enfant de prendre son goûter en bas de chez lui pendant le Ramadan, il n'est pas étonnant que l'un et l'autre finissent par plier bagage, rendant encore un peu plus fantasmagique la prétendue « mixité sociale ».

Sur les monuments aux morts de France et de Navarre, les premiers prénoms des jeunes héros tombés au champ d'honneur sont Jean et Pierre, suivis par une digne cohorte de Louis, de Joseph et de François. L'enjeu des prénoms est crucial. Contrairement à ce que la gauche se plaît à cracher, défendre l'idée d'une

communauté nationale homogène n'est pas un culte étreint de l'entre-soi. C'est la condition même d'existence de la communauté politique, et ce qui fait que l'on accepte de la servir de son mieux, et peut-être, un jour, de mourir pour elle.

**Constance Prazel**